

Flashinfo

Se réunir, échanger, convaincre pour gagner les mobilisations !

La colère est toujours là même si la réforme des retraites est mise en place depuis le 1^{er} septembre. La stratégie du gouvernement est claire : faire travailler plus longtemps et faire baisser le niveau des pensions. Les personnes éligibles à la clause de sauvegarde ne sont pas informées du dispositif, comme l'a révélé la CGT. Le cumul emploi-retraite ouvrira des droits nouveaux pour les personnes qui seront parties en retraite à taux plein uniquement. La retraite progressive sera étendue mais l'âge d'ouverture de celle-ci est de 2 ans avant l'âge légal. Le président refuse toujours un référendum sur la retraite, alors qu'il l'envisage sur d'autres sujets. Pourtant il est toujours possible de faire retirer une réforme en place.

En France, 25 000 millionnaires de plus # 6 millions de pauvres.

Le gouvernement continue sa politique néolibérale avec les aides publiques distribuées sans contrepartie qui enrichissent le capital et les grands groupes.

Le PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) est en cours de préparation ; à nous d'imposer qu'il soit à la hauteur des enjeux de la période et de demain et porteur de justice sociale.

Pour soit disant simplifier l'accès aux droits sociaux, la base des ressources qui sert à définir le montant des aides comme la prime d'activité et le RSA est modifiée pour un impact négatif pour tous les bénéficiaires des minimas.

La flambée des prix continue avec une inflation alimentaire à 15%. Pourtant, aucune augmentation des retraites n'est prévue ; seules les négociations sur les retraites complémentaires s'ouvrent.

C'est par la mobilisation la plus large que d'autres choix seront possibles.

6 septembre de nombreux rassemblements contre les répressions syndicales un peu partout en France. **21 septembre** la CGT appelle à des manifestations pour la paix et **le 28 Septembre** pour le droit à l'avortement.

Préparons activement la **[journée intersyndicale du vendredi 13 octobre](#)** qui sera une première étape dans la reconquête du droit à la retraite à 60 ans et pour gagner la satisfaction de nos besoins en pouvoir d'achat, services publics, santé, égalité !

Avec la perspective d'actions et de manifestations le **24 octobre pour les retraité-es, et le 13 décembre à l'appel de la CES.**

Vie syndicale

C'est le moment des réunions CGT de rentrée dans nos unions locales, nos sections, nos syndicats départementaux : des moments riches d'échanges pour s'informer, avoir des arguments en plus pour mobiliser autour de nous. Pensons à régler nos cotisations.

Droit aux vacances, Social d'entreprise, Complémentaire santé, transports, etc... Partageons la consultation et partons de nos besoins ! Faisons signer la pétition initiée par la Fédération en lien avec l'UFR pour exiger le maintien des avantages financiers, dans le cadre de l'action conjointe actifs/retraités.

Les 9 orgas de retraité.es lancent une pétition nationale à faire signer largement pour une augmentation immédiate de 10 % des pensions :

[Pétition - 10% d'augmentation immédiate !](#)
[Change.org](#)

Santé.

Après la hausse du ticket modérateur pour les soins dentaires, le gouvernement veut multiplier par 2 le reste à charge sur les franchises et participations forfaitaires. Les patients seraient tous pénalisés et encore plus ceux atteints de pathologies chroniques.

Pour une Sécu à la hauteur de nos besoins, agissons pour stopper les exonérations de cotisations sociales, augmenter les salaires.

Luttes gagnantes

La CGT maintient sa 1^{ère} place au sein de **DUACOM** avec 43,87. 4 sièges titulaires et 5 sièges suppléants.

Tous mobilisés contre la répression syndicale

Le 6 septembre, des rassemblements de soutien ont été organisés pour Sébastien Menesplier, secrétaire confédéral de la CGT et secrétaire général de la fédération des Mines et de l'Énergie, convoqué à la Gendarmerie de Montmorency, suites aux actions menées par la CGT pendant la lutte contre la réforme des retraites. Le syndicalisme n'est pas un crime !

Continuons de signer la pétition :
<https://chnng.it/ww6VHG44yh>

La répression est utilisée dans les entreprises, pour bâillonner celles et ceux qui cherchent à défendre légitimement des droits acquis de longue date, à l'instar dans notre secteur, de notre camarade Alexandre Pignon sanctionné par 2 ans d'exclusion temporaire dont 6 mois de sursis,

Les libertés syndicales sont protégées par les principes constitutionnels, nous devons agir pour les faire respecter, il en va de notre démocratie.

Emploi. Une conférence sociale sur les salaires ? Chiche...

Le président de la République annonce une conférence sociale sur les seules « carrières et branches sous le salaire minimum » et le secteur privé. Pour la CGT, face à la hausse des prix, la conférence devrait permettre plus largement d'augmenter le SMIC à 2.000 € brut minimum, l'indexation des salaires sur les prix, de conditionner les aides aux entreprises en fonction de leur politique salariale ...

Suppression des chèques vacances

Les chèques vacances pour les agents publics retraité.es seront supprimés à compter du 1/10/23. Encore des économies sur le dos des retraité.es les plus pauvres, notamment les femmes, et accentue ainsi la rupture intergénérationnelle.

Gagnons le droit aux vacances et aux loisirs pour tous !

Dérogations loi retraite

Le décret du 3 juin 2023 prévoit des déroga-

-tions en matière de retraite anticipée pour carrières longues pour les assuré-e-s né-e-s entre le 1^{er} septembre 1961 et la 31 décembre 1963 et justifiant avant le 1^{er} septembre 2023 de la durée d'assurance cotisée exigée avant l'entrée en vigueur de la loi de finance rectificative de la Sécurité Sociale 2023. Il peut y avoir plusieurs cas de figure en fonction de la date d'obtention de la durée de cotisation requise. Il faut informer sur cette possibilité parce qu'aucune information officielle ne parvient aux concerné-e-s.

La place du handicap dans les politiques publiques

La CGT revendique la création d'un Service Public de l'Aide à l'Autonomie intégrant l'ensemble des structures et des personnels concernés, à domicile ou en établissement. Chargé d'offrir à toutes les personnes en perte d'autonomie un service de proximité, dans les mêmes conditions sur l'ensemble du territoire et à la hauteur des besoins et assuré par la Sécurité sociale, au sein de la branche maladie et financé par la cotisation sociale.

<https://analyses-propositions.cgt.fr> – memo sécu



Capital, climat : ce qui se détruit, et ce qu'il y a à construire :

Les publications du pôle Eco sont aussi à retrouver sur

<https://analyses-propositions.cgt.fr>

« En matière économique comme en matière sociale, c'est le rapport de force qui détermine ce qui existe, ce qui perdure, et ce qui change ».

Becton Dickinson (38)

180 millions de bénéfices en 2022. Par la grève les 2 600 salariés de cette entreprise spécialisée dans la production destinée aux labos pharmaceutiques ont obtenu des acquis d'envergure. Augmentations des salaires allant de 4 à 5%, des primes, prise en charge des frais de santé etc. 20 adhésions concrétisent cette belle action de lutte.

A l'usine nordique Valdunes produisant des roues, essieux ferroviaire, le désengagement de l'actionnaire chinois fait craindre pour l'avenir des 340 salariés. Dans un contexte de déréglementation climatique et de décarbonation, si le gouvernement plaide pour la reprise par des repreneurs, la CGT exige une nationalisation temporaire avec la SNCF et RATP.

Vols de données des privés d'emploi

Les noms, prénoms et numéro de Sécurité sociale de privés d'emploi inscrits à Pôle

Emploi ont été volés et divulgués. La CGT revendique d'utiliser les compétences internes plutôt que la sous-traitance généralisée pour une cybersécurité et des services numériques sécurisés et adaptés aux besoins des usagers. Elle sera très vigilante sur les suites données et les préjudices subis par les usagers de Pôle Emploi.

Congé pour les victimes de violences conjugales

Le ministre de l'Égalité d'Irlande met en place un congé spécifique pour les salarié.es victimes de violences conjugales. Et la France ? Elle ne suit pas les recommandations de l'OIT qui accompagnent la convention n° 190 pourtant ratifiée, qui sont : congé pour les victimes de violence domestique, des modalités de travail flexibles, une protection temporaire contre les licenciements, une prise en compte de ces violences dans l'évaluation des risques sur le lieu de travail, ...

Marche unitaire le 23 septembre 2023 pour la fin du racisme systémique, des violences policières, et pour la justice sociale, climatique, féministe et les libertés publiques. Le meurtre de Nahel, tué par un policier le 27 juin à Nanterre, a mis de nouveau en lumière le racisme systémique, les violences policières, et les inégalités sociales que creuse la politique de Macron. La répression s'étend avec toujours plus d'interdictions de manifester. Plusieurs organisations syndicales, politiques, associatives appellent.

Groupe Moniteur, les « forçats de l'écriture » ne se laissent plus faire :

Après 6 semaines de lutte, 2 % d'augmentation ont été obtenus pour les pigistes de Moniteur exclus des NAO et payés « à la pièce ». L'action d'une trentaine de pigistes et la solidarité des autres salariés ont eu raison de l'autoritarisme de la direction. Ils en sortent renforcés, plusieurs journalistes, mensualisés ou à la pige, s'étant syndiqués au cours de la grève: ils avancent désormais en force organisée avec leur syndicat CGT.

Elections Orange

Elles auront lieu du 13 au 16 novembre pour élire les membres des CSE. Du résultat des candidats de la CGT dépendront les orientations du CSE, notamment pour défendre les salariés, les accords d'entreprise et la conquête de droits nouveaux. Les retraités d'Orange même s'ils ne votent pas sont concernés au travers des ASC (activités sociales et culturelles).

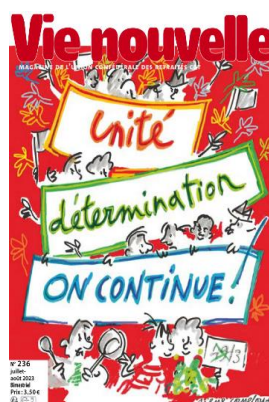
Exonérations cadeaux

En 2022, elles représentent 73,6 Mds de pertes de cotisations sociales et 13,1% d'augmentation sur un an, une paille ! Entre 2012 et 2022, elles ont été multipliées par 2,8. Cet argent prit sur la masse salariale est donné aux entreprises, surtout les plus grosses. Ces exonérations constituent un détournement de droits sociaux gouvernemental. Elles ne servent aucunement à l'économie, à l'emploi, à la formation mais nourrissent la spéculation financière. Exigeons leur retour à la Sécu.

Les 6 et 9 août 1945, 2 bombes nucléaires tombent sur Hiroshima et Nagasaki. 2 villes sans aucune activité militaire anéanties. Les menaces, les risques qui pèsent sur notre planète doivent disparaître à tout jamais. La France et l'ensemble des pays détenteurs de l'arme nucléaire refusent de ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et donc de l'appliquer. La CGT milite pour la paix et pour la résolution des conflits par voie diplomatique sous l'égide de l'ONU et demande la réduction des dépenses militaires. Elle soutient les événements organisés par le mouvement syndical japonais, et en particulier Zenroren, pour rappeler la mort de milliers de civils et diffuser une culture de paix sur la planète.

Crise de l'eau à Mayotte!

Suite à une sécheresse sans précédent et une absence d'investissement dans les services de l'eau, les communes sont privées d'eau du robinet de 16 heures à 8 heures. Les packs d'eau qui par effet d'annonce auraient dû être vendus à prix coûtant dépassent les 12€ pour 6 bouteilles. C'est intenable ! Nos camarades de Mayotte ont besoin de nous. La CGT appelle aux dons : **CGT MAYOTTE POSTE IBAN : FR76 1010 7001 6000 4390 5938 363**



Au pays de Vannes, des retraité.es, s'appuyant sur leur CGT, notamment FAPT, créent leur association Loisirs et Solidarité des Retraité.es... L'idée est « tout seul on va plus vite, mais ensemble on va plus loin ! » Christina Rosmini revendique d'être de tous les rivages de la Méditerranée et l'écrit, le joue, le chante, le danse ! Le plastique envahit notre vie, polluée, a des effets néfastes sur la vie...

Comment sortir de cette impasse ? Location d'une partie de la résidence principale, une possibilité à explorer pour croiser d'autres personnes, notamment étudiantes !

4 des multiples facettes de ce Vie Nouvelle ; 15 € les 6 n° pour 1 an